

## Arrêt

**n° 67 194 du 23 septembre 2011  
dans l'affaire x / III**

**En cause : x**

**Ayant élu domicile : x**

**contre:**

**l'Etat belge, par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile**

### **LE PRESIDENT F.F. DE III<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite par télécopie le 22 septembre 2011 à 20 heures 21 par x, de nationalité brésilienne, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de la décision de rejet de la demande d'autorisation de séjour prise le 3 août 2011 et notifiée le 24 août 2011 et de la décision de refoulement prise et notifiée le 22 septembre 2011.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 septembre 2011 convoquant les parties à comparaître le 23 septembre 2011 à 11.30 heures.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me D. ANDRIEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. DERRIKS, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Les faits pertinents de la cause**

**1.1.** La requérante déclare être arrivée sur le territoire du Royaume en 2003.

**1.2.** En octobre 2008, la requérante est retournée dans son pays d'origine et est revenue en Belgique le 13 octobre 2008.

**1.3.** Le 4 février 2009, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 bis de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cette demande a été complétée à deux reprises.

1.4. Le 3 août 2010, la requérante s'est vue délivrer une décision de rejet de sa demande d'autorisation de séjour. Il s'agit du premier acte attaqué, lequel a été notifié le 24 août 2011 avec un ordre de quitter le territoire. Il est motivé ainsi qu'il suit :

**MOTIFS : Les motifs invoqués sont insuffisants pour justifier une régularisation.**

Madame Da Costa Nascimento, Fernanda est arrivée en Belgique en date du 13.10.2008, munie d'un passeport valable, dans le cadre des personnes autorisées sur le territoire pendant trois mois. Une déclaration d'arrivée a été enregistrée en date du 13.11.2008. Notons que la requérante avait un séjour autorisé jusqu'au 13.01.2009, or cette dernière a séjourné depuis lors sur le territoire, sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur base de l'article 9 bis. Il lui appartenait de mettre spontanément un terme à sa présence sur le territoire à l'échéance de la période pour laquelle elle était autorisée au séjour. Elle préfère, cependant, entrer dans la clandestinité en demeurant illégalement sur le territoire, s'exposant ainsi volontairement à des mesures d'expulsion. La requérante s'est mise elle-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est restée délibérément dans cette situation, de sorte qu'elle est à l'origine du préjudice qu'elle invoque (C.E. du 09 juin 2004, n° 132.221).

L'intéressée indique vouloir être régularisée sur base de l'instruction du 19.07.2009, concernant l'application de l'article 5bis de la loi sur les étrangers. Il est de notoriété publique que cette instruction a été annulée par le Conseil d'Etat en date du 11.12.2009. Suite à cette annulation, le Secrétaire d'Etat pour la politique d'Asile et de Migration s'est engagé publiquement à continuer à appliquer les critères tels que décrits dans l'instruction du 19.07.2009 en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

Madame invoque le critère 2.8A et B de l'instruction annulée du 19.07.2009. Notons toutefois que la requérante n'est en Belgique que depuis le 13.10.2008. Dès lors, force est de constater que la durée de son séjour est trop courte pour satisfaire au critère de l'ancrage local durable : « (...) A. L'étranger qui, préalablement à sa demande, a un séjour interrompu de longue durée en Belgique d'au moins 5 ans ; Et qui, avant le 18 mars 2008 (la date de l'accord de gouvernement), a séjourné légalement en Belgique durant une période (entre 1 et en considération chaque séjour couvert par un permis de séjour délivré légalement, à l'exception d'un visa touristique) ou qui, avant cette date, a effectué des tentatives crédibles pour obtenir un séjour légal en Belgique. B. Ou l'étranger qui, préalablement à sa demande, a un séjour interrompu en Belgique depuis au moins le 31 mars 2007 et qui a produit une copie d'un contrat de travail auprès d'un employeur déterminé, soit à durée déterminée d'au moins un an soit à durée indéterminée, prévoyant un salaire équivalent au moins au salaire minimum garanti. » (Point 2.8

des instructions du 19.07.2009 annulées par le Conseil d'Etat en date du 11.12.2009). Cet élément ne peut donc être retenu au bénéfice de la requérante et ne saurait justifier une régularisation de son séjour.

La requérante avance, afin de justifier une régularisation de séjour, le fait qu'elle « n'a plus aucune attache, ni même de domicile au Brésil ». Or, notons que la requérante n'étaye ses dires par aucun élément pertinent et ce alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation (C.E. 13 juillet 2001, n° 97.866). Nous ne voyons donc raisonnablement pas en quoi le fait de n'avoir plus d'attaches dans son pays d'origine justifierait une régularisation de séjour en Belgique. Dès lors, cet élément ne saurait justifier une régularisation de séjour.

L'intéressée invoque son séjour sur le territoire belge ainsi que son intégration : la requérante déclare que ses centres d'intérêts sont en Belgique, la requérante a suivi des cours de français, présente un contrat de travail, est membre d'un club de foot. Or force est de constater que l'intéressée n'explique pas en quoi la longueur de son séjour et son intégration pourraient constituer des éléments suffisants pour justifier d'une régularisation. En outre, il convient de souligner, quant à la longueur du séjour, qu'on ne voit raisonnablement pas en quoi cet élément justifierait une régularisation car le fait de résider depuis de longues années sur le territoire belge est un élément qui peut, mais ne doit pas entraîner l'octroi d'une autorisation de séjour (C.E. - Arrêt n°133.915 du 14 juillet 2004). Dès lors ces éléments ne constituent donc pas un motif valable pouvant justifier une régularisation sur place.

L'intéressée invoque le respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, en raison de la relation qu'elle entretient avec sa compagne de nationalité belge. Elle invoque également l'article 17.23 et 24 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Notons d'abord qu'il convient de souligner qu'on ne voit raisonnablement pas en quoi cet élément justifierait une régularisation : en effet, il s'agit là d'un élément qui peut, mais ne doit pas entraîner l'octroi d'une autorisation de séjour. Notons encore que le fait d'avoir sa compagne en Belgique ne garantit pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante. Les Etats jouissent toujours d'une marge d'appréciation de l'équité qu'il convient de trouver entre les intérêts concurrents de l'individu qui veut séjourner dans l'Etat et de la société dans son ensemble. Remarquons ensuite que le Conseil rappelle, s'agissant de la violation de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, que cette disposition, qui fixe le principe suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolue. Ainsi, l'alinéa 2 de cet article autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère. Le Conseil rappelle également que la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante. (voir notamment les arrêts *Abdulaziz, Cabales et Balkandali* du 28 mai 1985, et *Cruz Varas et autres* du 20 mars 1991 ; C.E. arrêt n° 86.204 du 24 mars 2000). Ainsi, en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal, de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale des requérants et qui trouve son origine dans leur propre comportement (...) (C.E., 25 avril 2007, n°170.466). Ces éléments ne sauraient justifier une régularisation.

La requérante déclare également se trouver dans les conditions de l'article 2.4° de la loi du 22.12.1999. Soulignons toutefois qu'elle n'a pas à faire application de l'esprit de la loi du 22/12/1999 sur la régularisation de certaines catégories d'étrangers, étant donné que ladite loi du 22/12/1999 relative à la régularisation de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume vise des situations différentes (C.E. 24 oct.2001, n° 100.223). De plus, c'est au requérant qu'il appartient de démontrer que les situations qu'il prétend comparables qu'il incombe d'établir la comparabilité de ces situations avec la sienne (C.E. 13 juillet 2001, n° 97.866), car le fait que d'autres étrangers auraient bénéficié d'une régularisation de séjour n'entraîne pas ipso facto sa propre régularisation et ne saurait donc justifier une régularisation de séjour.

Quant au fait qu'elle n'ait jamais commis de délit ou de faute, notons que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun et qu'il s'agit même d'une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Cet élément ne saurait donc justifier une régularisation de séjour.

Enfin, l'intéressée déclare qu'elle « n'a aucune intention de solliciter une quelconque aide sociale ». Cependant, la requérante n'explique pas en quoi cet élément justifierait une régularisation de séjour sur place. En outre, elle n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour étayer ses assertions. Or, il incombe au

requérant d'étayer son argumentation (C.E., 13 juillet 2001, n° 97.866). Dès lors cet élément ne peut constituer un motif suffisant pour justifier une régularisation.

1.5. Le 8 septembre 2011, la requérante a quitté la Belgique et y est revenue le 22 septembre 2011. Elle s'est alors vue délivrer une décision de refoulement. Il s'agit du second acte attaqué, lequel est motivé ainsi qu'il suit :

- ☒ (C) Niet in het bezit van een geldig visum of een geldige verblijfsvergunning (art. 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> 2<sup>a</sup>) Betrokkene verklaart in België te wonen maar is niet in het bezit van een verblijfsstempel die haar toestaat langer dan 3 maand op 6 op het grondgebied te verblijven.
- ☐ (D) In het bezit van een valse/nagemaakte/vervalst visum of een valse/nagemaakte/vervalste verblijfsvergunning (art. 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> 2<sup>a</sup>)
- ☒ (E) Niet in het bezit van passende documentatie waaruit het doel en de omstandigheden van het verblijf blijken (art. 3, eerste lid, 3<sup>o</sup>)
- Het (de) volgende document(en) kon(den) niet worden overgelegd: Betrokkene verklaart op terugreis te zijn naar België waar zij verblijft met haar vriendin. Betrokkene is in het bezit van een paspoort afgeleverd op 18.02.2011 te Brussel en heeft sindsdien het grondgebied niet verlaten. Hierdoor heeft betrokkene reeds ruimschoots de visumvrije verblijfsduur van 3 maand op 6 maand overschreden. Betrokkene heeft eveneens een regularisatieaanvraag ingediend voor het bekomen van een verblijfsstempel die haar zou toestaan langdurig op het grondgebied te verblijven, maar deze aanvraag werd geweigerd.

## 2. Objet du recours

2.1. La requérante sollicite la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de deux actes distincts : d'une part, la décision de rejet de sa demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 prise le 3 août 2011 et d'autre part, la décision de refoulement prise à son égard le 22 septembre 2011.

2.2. Il convient de rappeler que ni les dispositions de la loi précitée du 15 décembre 1980, parmi lesquelles spécialement l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ni le Règlement fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, ne prévoient qu'un recours puisse porter devant le Conseil de céans la contestation simultanée de plusieurs actes distincts.

2.3. Une requête unique qui tend à l'annulation de plusieurs actes n'est recevable que s'il existe entre eux un lien de connexité tel que, s'ils avaient fait l'objet de requêtes séparées, les requêtes auraient pu être jointes. Il n'y a pas de connexité entre deux objets lorsque l'annulation de l'un resterait sans effet sur l'autre. S'il n'y a pas de connexité entre le premier acte attaqué et les autres objets de la requête, seul le premier objet du recours doit être examiné. En règle, le principe de l'interdiction d'introduire plusieurs actions par un seul recours ne souffre de dérogation que si les éléments essentiels de plusieurs actions s'imbriquent à ce point qu'il s'indique, pour éviter la contradiction entre plusieurs décisions de justice ou pour satisfaire à d'autres exigences inhérentes à une bonne administration de la justice, d'instruire comme un tout et de statuer par une seule décision.

2.4. En l'espèce, la décision de refoulement est motivée par le fait qu'elle ne dispose pas des documents susceptibles de justifier le but et les circonstances de son séjour mais également par l'absence d'un titre de séjour en cours de validité.

Dès lors, il y a lieu de conclure, au vu des circonstances spécifiques de la cause, que cette décision de refoulement a été délivrée en raison de la situation de séjour de la requérante au moment où elle a souhaité rentrer en Belgique. Cette décision qui empêche la requérante d'entrer sur le territoire n'est pas prise en exécution du premier acte attaqué et est donc tout à fait indépendante de la décision ayant statué sur sa demande de régularisation, laquelle a été introduite depuis le territoire belge. Il en résulte que les deux actes présentement attaqués doivent être traités de façon autonome. En conséquence, le recours n'est recevable qu'en ce qu'il est dirigé contre le premier acte attaqué, à savoir la décision de rejet de la demande de régularisation prise le 3 août 2011.

## 3. Les conditions de la suspension d'extrême urgence.

### 3.1. Les trois conditions cumulatives.

L'article 43, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers (RP CCE) stipule que, si l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

En outre, conformément à l'article 39/82, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 15 décembre 1980, la suspension de l'exécution d'un acte administratif ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Il résulte de ce qui précède que les trois conditions susmentionnées doivent être remplies cumulativement pour qu'une demande de suspension d'extrême urgence puisse être accueillie.

### 3.2. Première condition : l'extrême urgence.

### 3.2.1. L'interprétation de cette condition.

La demande de suspension d'extrême urgence prévue à l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, vise à empêcher que la suspension ordinaire et, *a fortiori*, l'annulation perdent leur effectivité (cf. CE 13 août 1991, n° 37.530).

Tel que mentionné sous le point 3.1, l'article 43, § 1<sup>er</sup>, du RP CCE stipule que, si l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit également contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

Vu le caractère très exceptionnel et très inhabituel de la procédure de suspension en extrême urgence de l'exécution d'un acte administratif prévue par la loi du 15 décembre 1980 et vu la perturbation qu'elle cause dans le déroulement normal de la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, en réduisant entre autres les droits de défense de la partie défenderesse au strict minimum, l'extrême urgence de la suspension doit être clairement établie, c'est-à-dire être manifeste et à première vue incontestable.

Afin de satisfaire à cette condition, des faits et des éléments doivent être invoqués ou ressortir de la requête ou du dossier administratif, démontrant directement que, pour avoir un effet utile, la suspension demandée doit être immédiatement ordonnée.

Le défaut d'exposé de l'extrême urgence peut néanmoins être négligé lorsque cette exigence constitue une forme d'obstacle qui restreint l'accès de la partie requérante au tribunal, de manière ou à un point tels que son droit d'accès à un juge s'en trouve atteint dans sa substance même, ou en d'autres termes, lorsque cette exigence cesse de servir les buts de sécurité juridique et de bonne administration de la justice (jurisprudence constante de la Cour EDH : voir p.ex. Cour EDH 24 février 2009, L'Erbil/Bagdad, § 35).

### 3.2.2. L'appréciation de cette condition

Le caractère d'extrême urgence est contesté par la partie défenderesse dans ses observations orales à l'audience.

En termes de requête, la requérante justifie le recours à la procédure d'extrême urgence de la manière qui suit :

Arrêtée le 22 septembre 2011, la requérante a reçu notification de la décision de refoulement. Le présent conseil n'est consulté que pour la première fois dans le présent dossier et est intervenu le jour même.

Le requérant a donc fait toute diligence pour saisir Votre Conseil.

Depuis la notification de la décision, la requérante est détenue en centre fermé en vue de son refoulement vers la Tunisie, lequel peut intervenir à tout moment, causant un préjudice irréparable tel que décrit au point III.

En outre, il peut être tenu pour acquis que le recours à la procédure ordinaire ne permettra pas de mettre fin dans un délai utile au préjudice que provoque le maintien de l'acte attaqué.

Ainsi qu'il ressort du point 2.4. *supra*, seul le premier objet du recours doit être examiné, le Conseil n'ayant pas été valablement saisi d'une demande de suspension en extrême urgence à l'encontre de la décision de refoulement dont il déduit pourtant l'ensemble des considérations susmentionnées sur l'extrême urgence.

Dès lors, force est de constater que le seul acte valablement attaqué ne prévoit d'autre mesure de contrainte qu'un simple ordre de quitter le territoire que la requérante a choisi elle-même d'exécuter en quittant volontairement la Belgique le 8 septembre 2011. Il n'y a donc plus d'imminence du péril découlant de l'acte attaqué, ce péril s'étant réalisé. La seule crainte de l'exécution de la décision de refoulement non valablement attaquée en l'espèce, laquelle pourrait survenir à tout moment, ne saurait valablement justifier le recours à la procédure d'extrême urgence à l'égard du présent recours dirigé contre la décision de rejet de la demande de régularisation. En outre, si les circonstances l'exigeaient, il serait encore loisible à la requérante d'introduire, le cas échéant, une demande de suspension selon la procédure d'extrême urgence à l'encontre de ladite décision de refoulement ainsi que le prévoit la loi précitée du 15 décembre 1980.

Le péril imminent n'étant pas démontré, il en résulte que l'extrême urgence n'est pas établie en l'espèce.

Par conséquent, la première condition cumulative n'est pas remplie.

Partant, la demande de suspension est irrecevable.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois septembre deux mille onze par :

M. P. HARMEL,	président f. f., juge au contentieux des étrangers,
Mme V. DETHY,	greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

V. DETHY.

P. HARMEL.